

COMMUNIQUE N°9

Juin 2002

LE CARNAVAL DES DICTATEURS

Ou comment les fascistes et les pseudo-antifascistes, républicains et citoyennistes, se sont levés en France pour défendre la dictature de l'Union Européenne...

"La véritable intolérance est celle de la société de consommation, de la permissivité concédée d'en haut, qui est la vraie, la pire, la plus sournoise, la plus froide et impitoyable forme d'intolérance. Parce que c'est une intolérance masquée de tolérance. Parce qu'elle n'est pas vraie. Parce qu'elle est révocable chaque fois que le pouvoir en sent le besoin. Parce que c'est le vrai fascisme dont découle l'antifascisme de manière : inutile, hypocrite, et, au fond, apprécié par le régime."

Pier Paolo PASOLINI (1976)

En France, les institutions de la démocratie spectaculaire - marchande atteignent un tel stade de crise que les professionnels du Spectacle en sont réduits à transformer un second tour d'élections présidentielles en gigantesque plébiscite, les exploités n'ayant d'autre choix que de revendiquer haut et fort le maintien du Mensonge, lequel est pourtant la cause de tout ce qui pourrit leur existence...



Ainsi, lors de la récente désignation du Président de la République, la décomposition du Spectacle désormais impossible à masquer a accouché du spectacle de la Décomposition, avec l'avènement, en finale, d'un candidat d'extrême droite que la mascarade électorale n'avait pas programmé.

Aussitôt, tous les partis politiques en campagne, exceptés Lutte Ouvrière et le Parti des Travailleurs, ont entonné le chant pervers et obsolète du "Front Républicain" afin de mener héroïquement un haut fait d'armes du combat antifasciste d'arrière-garde, plus que jamais nécessaire au maintien de l'horreur de la présente société de classes.



Sous couvert de "lui barrer la route", cette stratégie de dernière minute a visé subrepticement à empêcher toute analyse digne de tirer les conséquences sérieuses de ce qui ressort fondamentalement du premier tour : Le rejet du système qui condamne la population à être entièrement soumise au totalitarisme marchand et surtout, depuis que la démocratie parlementaire est morte avec le traité de Maastricht, à subir la dictature des technocrates de la Commission et de la Banque Centrale Européennes aux ordres de l'impérialisme américain.

Dans le même élan, ce qui peut ressembler à une contre-



révolution citoyenniste, dont on voyait pointer les prémices depuis quelques années, est venu resserrer les rangs de la Domination pour tenter d'anéantir une bonne fois pour toute le spectre de l'abstentionnisme et son cortège de plaidoiries contre le système capitaliste.

Rien de difficile à organiser puisque les générations "Mitterrand", "Loft Story", formatées au cynisme, à l'individualisme crédule du bon consommateur et à l'indifférence politique, n'ont eu qu'à feindre s'intéresser aux affaires publiques l'espace d'une semaine pour se jouer le film de l'engagement politique sans risques à coups de manifestations aseptisées et de "participationnisme" zélé...

Tout avait commencé par une campagne électorale digne d'une république bananière.



Les médias de masse, télévision, radio et presse, n'ont pas manqué d'obéir aux ordres des grands groupes industriels et financiers auxquels ils appartiennent.

En bons chiens de garde, les journalistes avaient compris que cette élection présidentielle devait se faire sans réel débat puisque de toute façon elle n'aboutirait, quel que soit l'un des principaux candidats élus, qu'à l'application des directives européennes et des engagements de la France pour se conformer au pacte de stabilité monétaire.

Chirac et Jospin n'avaient d'ailleurs rien envisagé d'autre en s'accordant conjointement, au sommet de Barcelone, afin de poursuivre la politique dictée par le capital financier dans le cadre de l'Union Européenne.

Rien d'étonnant que les programmes électoraux des deux gouvernants ne se soient distingués que par la forme et le détail.



C'est dans ces circonstances qu'il ne restait qu'à opérer un lavage de cerveau pour convaincre les masses qu'elles vivent dans un pays livré aux hordes barbares.

L'insécurité, comme thème unique évoqué lors de la campagne, a alors eu un avantage double :

- Eviter d'avouer à la population que l'élection ne pourrait rien changer à la vie du pays puisque les dirigeants élus aux fonctions nationales ne disposent plus que d'un infime pouvoir politique sur l'ordre des choses (80% des lois votées en France sont de source européenne).

- Instaurer un climat de peur et de division parmi le prolétariat des villes et des campagnes afin de l'affaiblir dans l'opposition qu'il

mène depuis des mois face aux mesures en faveur de la destruction de la civilisation dictées par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce, et l'Union Européenne.

Au choc des résultats du premier tour, s'est rapidement succédée une manipulation des chiffres



massivement diffusée par les médias et tous les organes de contrôle social (partis politiques, syndicats patronaux et salariés, instances religieuses et associatives...).

On a donc entendu que Le Pen avait assuré une percée sans précédent. Réellement pourtant, le candidat du FN n'a bénéficié au premier tour que de 11,66% des suffrages des inscrits avec 4 805 307 voix, soit 234 469 de plus qu'aux Présidentielles de 1995. D'autre part, si on additionne les voix de l'extrême droite aux mêmes élections en 1995, celles de De Villiers et celles de Le Pen, on obtient 6 014 024 voix.



En 2002, l'extrême droite (Le Pen et Mégret) n'a totalisé que 5 472 430 voix, c'est à dire 541 594 voix de moins qu'il y a 7 ans. Et même si on y ajoute les suffrages exprimés en faveur de la candidate de l'Opus Dei, Christine Boutin, les ultra-réactionnaires n'ont obtenu que 5 811 572 voix, toujours moins qu'aux dernières élections présidentielles.

Le maquillage des chiffres s'est renforcé d'une interprétation du sens du vote Le Pen et de l'identité sociale des électeurs d'extrême droite donnée par l'intelligentsia politico-médiatique montrant, au passage,

à quel point celle-ci sait manier les pratiques de désinformation et de psychologie de masse chères aux totalitarismes contre lesquels elle prétend cyniquement lutter.

Il convient de rappeler, ici, que le Front national ne doit son essor qu'à François Mitterrand et à ses sbires qui constituent la "Gauche - Plurielle".

Chacun sait ou peut savoir, que l'ancien chef d'Etat, "honoré" de la Francisque (dignité de l'Etat français), ancien secrétaire au cabinet du Maréchal Pétain et ancien membre du groupuscule fasciste paramilitaire mieux connu sous le nom de "La Cagoule", a mis tous ses puissants moyens pour faire passer Le Pen de la condition de minable leader d'un minuscule parti nazillon à la fin des années 70 à celle de personnalité politique française de premier rang dès le milieu des années 80.

A la forte pression sur les chaînes de télévision, qui avait permis au borgne de multiplier ses interventions à l'écran, le Parti Socialiste a ajouté en 1986 le mode de scrutin à la proportionnelle pour que définitivement la Droite républicaine, concurrencée par sa droite, soit sérieusement gênée dans son accession aux hautes sphères du Pouvoir institutionnel.

Dès lors le Front national s'enracinait dans le paysage politique pour devenir très vite la troisième force politique du pays.



Cette fameuse "percée du Front national" du 21 avril 2002 clamée partout, complètement réfutée par les faits, n'a eu que pour fonction de permettre aux

PREMIER TOUR	DEUXIEME TOUR	TOTAL
Le Pen	11,66%	4 805 307
Mégret	0,00%	0
Autres	88,34%	35 994 693
Total	100%	40 799 999

serviteurs de la classe dominante de lancer une vaste offensive idéologique contre le prolétariat.

Entre les deux tours, on a vu toute cette bonne société habituée des banquets en appeler, dans une furie pédante, aux experts du divertissement de l'ennui, stars et autres personnalités médiatiques, pour qu'ils omissent tout le racisme qu'ils entretiennent à longueur de temps envers ceux qui sont si prompts à mener, aujourd'hui, ce que le Fonds Monétaire International qualifie de "résistances" face aux politiques de réformes qu'il préconise en France et dans toute l'Union Européenne.



Là encore, et même s'il nous est sans cesse martelé, le mensonge ne tient pas face à la réalité.



Ainsi, on a très vite entendu de la gueule de ces bourgeois, de ces arrivistes puants, vociférer des accusations contre ces pauvres qui seraient les premiers à voter Le Pen, contre cette classe ouvrière qui, d'après leur verve manipulatrice, aurait sciemment appelé le fascisme pour détruire les valeurs de Liberté Egalité Fraternité, contre lesquelles elle cultiverait une haine invouable...

En effet, une étude précise des résultats du premier tour permet facilement de ne pas se laisser tromper par les commentaires partisans des politologues, sociologues et autres spécialistes à la solde de la bourgeoisie.

On constate alors que Jean-Marie Le Pen a perdu plus de 20 000 voix par rapport à 1995 dans le département le plus ouvrier de la région parisienne, la Seine-Saint-Denis (91 176 voix en 1995, 70 232 en 2002).



Dans les départements industriels du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, Le chef du parti d'extrême droite perd respectivement plus de 17 000 voix et plus de 8000 suffrages.

Dans le Rhône, où Le Pen est passé en tête devant tous les candidats, celui-ci perd plus de 8000 voix.



Ces pertes sont, là encore, concentrées dans les villes à population ouvrières et pauvres (Vénissieux, Villeurbanne...). Dans le Nord, c'est une diminution de 6 715 voix pour le FN par rapport à 1995.

Le Pen perd le plus de voix dans les départements qui étaient des bastions du FN en 1995.

On note qu'en réalité le Front national abandonne le plus de voix là où réside la classe ouvrière alors que sa progression en nombre de suffrages comparativement aux élections de 1995 se réalise dans les départements où il était le plus faible et qui ont principalement une caractéristique non industrielle (à l'exception des Alpes-Maritimes, de la Haute-Saône et du Tarn et Garonne) : Corrèze, Ariège, Vendée, Gers, Aveyron, Corse du Sud, Creuse...

Cette réflexion étant faite, on ne peut toutefois évincer l'hypothèse sérieuse selon laquelle une partie du prolétariat a, en toute connaissance de cause, joué le jeu dangereux de l'épouvantail

le péniste pour avertir les dominants que le pacte de paix sociale était en passe d'être brisé...

La réalité impose donc deux conclusions à l'issue du premier tour des élections présidentielles :

- Le Front national ne doit son résultat qu'en raison de l'effondrement des partis gouvernementaux regroupés sous la bannière "Gauche Plurielle".

- C'est le rejet, la condamnation des maîtres capitalistes qui a prévalu dans les milieux populaires.

Pour corroborer cette dernière affirmation, arguons que jamais auparavant l'abstention n'avait été si forte au cours d'un premier tour d'élection présidentielle, "rendez-vous" traditionnellement considéré comme le plus important dans le calendrier électoral de la Cinquième République : 28,40% des inscrits n'ont pas été voter ce 21 avril, soit 11 698 353 (ils étaient 8 647 118 à ne pas se déplacer à la même occasion en 1995).



A ce chiffre, il faut en ajouter deux pour considérer à sa juste mesure l'ampleur du rejet exprimé au premier tour de ces présidentielles.

- Celui des votes blancs : Ils sont 995 531.
- Celui des non-inscrits : Ils sont environ 4 millions.

Ainsi, 16 millions de personnes (près d'un électeur sur trois) ont décidé le 21 avril 2002 de ne pas participer à la désignation de leurs maîtres, de refuser de cautionner la farce électorale, dans un système où le dévoilement de la généralisation de la corruption est le symptôme d'une crise structurelle en phase terminale. 6 électeurs sur 7 ont refusé de voter pour Jacques Chirac, 7 électeurs sur 8 ont refusé de voter pour Lionel Jospin, 7 électeurs sur 8 n'ont pas voté Le Pen.

Ce rejet des institutions est le signe d'une profonde transformation des consciences s'opérant depuis plus de 15 ans.

Petit à petit, le prolétariat se défait des illusions qu'il s'est construites à propos de ceux qui sont censés représenter ses intérêts et qui ne sont en réalité que des valets vendus aux intérêts du patronat et des banquiers.

Mais le chemin de la révolution est parsemé d'obstacles, se fraye par prises de positions et abandons successifs, surtout à notre époque où la bourgeoisie dispose des techniques les plus modernes pour manipuler les masses.



Pendant deux semaines, tout a ainsi été entrepris pour occulter les causes profondes du résultat du premier tour.



Cet entêtement à bannir le dialogue a pris la forme d'une lutte spectaculaire et entre deux caricatures, censées être ennemies, ravivées pour l'occasion.

Deux serviteurs fanatiques du capitalisme dont la fonction principale est d'éviter le conflit ouvert entre les classes sociales : les "républicains", les "fascistes".

Les conditions ont pourtant bien changé depuis le Front populaire et l'Allemagne nazie.

Les républicains et autres citoyennistes défendent la mise à mort de la démocratie en bons soldats de l'Union Européenne : Incapables de présenter un quelconque autre choix que celui circonscrit dans le cadre des traités de Maastricht et d'Amsterdam, ils militent en fait pour la dictature.



La composante "de gauche" de ce "front républicain" est celle qui a privatisé le plus, écrasé les droits des immigrés, mené une politique de lutte contre les ouvriers.

Le fascisme étant dissout dans les mesures dictées par le pouvoir en place, le camp des "fascistes" donne l'image de "faire de la politique à l'ancienne", celle d'une époque pourtant récente où les décisions se prenaient dans le cadre des institutions nationales. Et cela présente l'illusion de la subversivité.



Plus fondamentalement, la marionnette fasciste a révélé son véritable rôle : en elle le capitalisme voit bien plus une défense contre la classe ouvrière qu'une réelle menace.

Comme ennemi spectaculaire privilégié du pouvoir, les partis d'extrême droite remplissent la double fonction de canalisation-propagation de la peur afin de permettre à la bourgeoisie, en situation de péril, d'être en position de se défendre sur un terrain où elle est d'emblée désignée victorieuse en s'érigeant en garante des libertés fondamentales.

Au passage, notons que ce schéma appliqué dans le cadre de la crise des institutions en Europe prévaut aussi au niveau international afin de justifier la guerre totale contre les peuples menée par l'impérialisme yankee dans son combat contre "le camp du mal".

Pour ceux qui ne seraient pas encore convaincus de la collusion entre Le Pen et les dirigeants actuels, une brève analyse de ses propositions montre que son programme est celui des technocrates européens, sa formule ne préconisant qu'une accélération musclée des "réformes" :

● **Défense du système de la propriété privée des moyens de production :** "Le Front national est depuis toujours attaché aux libertés économiques et à la libre entreprise (...) Nous préconisons la réforme du système fiscal, diminution des prélèvements obligatoires, accès facilité aux marchés financiers, réorientation de l'appareil scolaire et de formation".



● **Destruction du système de retraites par répartition :** "Que le système de retraites par répartition, auquel nous sommes attachés, soit aujourd'hui incapable à lui seul d'assurer les pensions des générations est une évidence".

● **Destruction du véritable salaire différé que constituent les cotisations sociales :** "Il est temps d'opérer une véritable révolution, pour faire en sorte que chaque français reçoive, par la rémunération de son travail, les fruits directs de ses efforts et de son mérite. En clair, les charges sociales (patronales et salariales) doivent décroître considérablement."

● **Instauration du corporatisme, destruction de l'indépendance syndicale :** "Il convient d'amener les différentes représentations des salariés, des cadres et du patronat à dialoguer et à construire ensemble une politique de formation professionnelle et de protection sociale au sein de grandes organisations professionnelles (...) Ces organisations recouperont les branches d'activité dont le nombre et la nature sont à redéfinir dans le cadre d'une démarche d'identification menée en commun par l'Etat et les professions (...) Véritablement représentatives du monde du travail, elles participeront par le biais de délégués nationaux et régionaux au fonctionnement du Conseil économique et social et de chaque conseil économique et social provincial."

● **Destruction du statut de la Fonction Publique :** "Le statut doit être rénové (...) L'avancement devra se faire en majeure partie au mérite."

● **Achèvement des privatisations :** "Réduire les dépenses publiques et sociales de 75 milliards de francs par an sur 10 ans (...) Jusqu'ici, les privatisations ont surtout consisté à transformer un monopole de droit public en un monopole financier de fait. Il est donc préférable de ne mettre sur le marché que 40% des actions des entreprises publiques."

Rappelons que, malgré ses déclarations démagogiques appelant à une "sortie de l'Union Européenne", le FN n'est en aucun cas en faveur pas l'abrogation des traités de Maastricht et d'Amsterdam qu'il ne souhaite que "renégocier".

La dialectique de la lutte entre la barbarie et la démocratie bourgeoise concentre en elle les ferments de l'idéologie citoyenniste, laquelle n'a pour unique fonction que de retarder la logique de radicalisation de la lutte des classes.

Nécessairement épuré, pour la circonstance, de ses considérations sur la "civilisation des services publics" et sur la "démocratie participative", le sophisme citoyenniste n'a servi, entre les deux



tours, qu'à revigorer le concept en ruine de République en se bornant à n'avancer frénétiquement que ce qu'il possède : la participation comme principe absolu et donc vide de sens.



Cette dictature de la pensée ne tolère rien d'autre que ce qu'elle est présumée défendre.



On a donc pu apercevoir, lors des manifestations du 1er mai "pour la démocratie", des soldats citoyennistes, au sourire naïf, arborer des inscriptions assimilant les abstentionnistes à des collaborateurs, de ceux qui dénonçaient les résistants et les juifs sous l'occupation.

Devant les yeux de celui qui ne vote pas, parce que convaincu qu'il se fait baiser, c'est bien un nouveau totalitarisme contre un ancien qui se sont affrontés ce 1er mai 2002.

Par ailleurs, sans l'appui de tous ceux qui forment les bataillons citoyennistes, c'est à dire "la gauche plurielle", "l'extrême gauche plurielle" (ATTAC, LCR), jamais le candidat Chirac n'aurait obtenu un nombre de voix suffisantes pour légitimer la politique de choc contre la population qu'il a décidé

de mener au sommet de Barcelone.

L'enjeu fondamental est là : faire adhérer les masses exploitées à leur propre anéantissement social, politique et peut-être même physique... Ni plus, ni moins.

La réaction citoyenniste a provisoirement triomphé, bien sûr, en obtenant le résultat du second tour avec la désignation forcée de Chirac à plus de 80% des suffrages exprimés.



(Notons ici que l'abstention au second tour de 2002 est quand même la plus importante de tous les seconds tours d'élection présidentielle même si elle est de 9 points inférieure à celle du premier tour.)

De ces élections présidentielles, la population exploitée devrait tirer les leçons qui s'imposent à elle.

Bien que la tâche soit extrêmement difficile, la Révolution prolétarienne se présente de plus en plus comme l'évidente solution face à une situation de plus en plus chaotique et dangereuse pour chacun, tant aux niveaux local, national, qu'international, tant aux dimensions individuelles que collectives...



Le Pen présidentiable, tout comme les attentats du 11 septembre, ne sont pas que des cauchemars... Ils sont les symptômes d'un monde au bord du gouffre... Ils ne sont que les conséquences de l'entêtement du prolétariat à renoncer à se libérer des chaînes du capital, ils ne sont que le résultat de l'obstination de la bourgeoisie à prolonger sa quête suicidaire du profit.

Pour les mois, les années qui arrivent, la classe dominante a planifié une politique de guerre contre les travailleurs : destruction de la sécurité sociale, du régime de retraite par répartition, des services publics (santé, transport, énergie), et des dispositions

en faveur des salariés dans le code du travail, remise en cause du droit de grève, destruction de ce qui reste des libertés démocratiques.

Quel que soit le résultat des élections législatives, la même politique d'anéantissement de la civilisation, de la classe ouvrière, sera menée.

Dès à présent, il est temps de bâtir l'organisation révolutionnaire assez forte pour éviter la barbarie annoncée, assez responsable pour opérer le travail de reconstruction de la critique révolutionnaire, laquelle n'a pu jusqu'à présent surmonter les obstacles qui la tiennent en échec.



Mais, déjà, on entend partout les cris de la populace houleuse, survoltée par la Coupe du monde de football, dont les responsables savent décidément bien choisir les pays d'accueil : la France au sortir de décembre 1995, la Corée du Sud aux milliers de grèves dures ces dernières années...

Là où il est impératif que les masses trop vindicatives reprennent le chemin de la domestication.

RAPACES



www.rapaces.fr.fm